

mobilisation effective sur les conditions de vie des travailleurs immigrés, serait un début de preuve de notre capacité à diriger des luttes...

c) Notre politique unitaire ne se résume pas à ces campagnes.

1) Face au morcellement des luttes, il est important d'apporter à certaines luttes isolées de petites boîtes, l'appui extérieur des organisations révolutionnaires. Un accord Ligue-LO-PSU pourrait être passé sur ce projet... Il sera plus difficile de le faire passer dans les faits (ex.BHV Garges)-

2) Les accords avec les militants PSU doivent être envisagés à tous les niveaux : l'hétérogénéité du PSU nous oblige à avoir dans chaque ville, dans chaque entreprise, une entrevue avec le PSU pour savoir ce que l'on peut faire ensemble.

Dans tous les cas, il ne s'agit pas d'un compromis mais :

- d'un front politique contre la répression
- d'un front pour la démocratie ouvrière
- si possible, un accord sur tout ou partie de NOTRE plate-forme.

EN CONCLUSION :

La perspective de tendance syndicale ne justifie en aucune façon de sortir de la CGT pour s'engouffrer dans la CFDT.

Cette aspiration par la facilité pourrait nous valoir de sérieux déboires, mais la CFDT a une place tactique importante et ne peut être considérée comme une simple « poubelle » pour exclus de la CGT. Nous devons faire jouer la complémentarité du travail CFDT-CGT.

Un exemple : Dans les hôpitaux de l'Assistance Publique, à partir d'une section syndicale dont nous avons en partie la direction, nous avons obtenu :

- 1) La dénonciation des contrats C et D
- 2) L'appel à une manifestation centrale.

Quelles qu'aient été les bavures sur la mobilisation CFDT pour cette manifestation, cela a permis à nos camarades Ligue dans la CGT de poser un certain nombre de questions : « Pourquoi les dirigeants ont refusé la proposition de manifestation qui leur était faite ? », « Pourquoi ont-ils été, dans certains hôpitaux, jusqu'à boycotter l'assemblée du personnel ? ... », etc.

Si cette manifestation n'a pas été réussie (200 personnes), c'est qu'il faut bien comprendre que le levier CFDT n'existe que si des militants révolutionnaires dans la CGT sont capables d'en tirer les bénéfices.

III ~ les révolutionnaires dans les syndicats

Cette troisième partie du texte de la Commission ouvrière sur le travail ouvrier est appelée à être la base d'une petite brochure à large diffusion.

Nous ne présentons donc ici qu'un plan soumis à la discussion : il doit être l'objet de critiques, d'amendements de la part des militants de l'organisation qui doivent le passer au crible de leur expérience et y apporter tous les compléments nécessaires.

Ce texte a pour but d'expliquer quel est le combat que mènent les militants révolutionnaires dans le syndicat ; il ne constitue pas la plate-forme d'une tendance révolutionnaire qui n'existe pas à l'heure actuelle.

POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE, POUR UN SYNDICALISME DE MASSE.

A) Indépendance totale du syndicat par rapport à l'Etat bourgeois.

1) Depuis la grande grève générale de mai-juin 68, le gouvernement et le patronat sont passés à l'offensive pour récupérer les concessions faites à la classe ouvrière. La dévaluation et le plan de redressement ont pour but de rattraper, par la hausse des prix, les augmentations de salaires accordées alors. Pour rationaliser et rentabiliser son appareil de production, la bourgeoisie augmente la productivité du travail en intensifiant les cadences. Pour moderniser des structures archaïques face à une compétition internationale accrue, elle élimine les entreprises non rentables provoquant ainsi licenciements, déclassements et chômage.

2) Malgré la détérioration générale des conditions de travail qui en résulte pour la classe ouvrière, celle-ci fait preuve d'une grande combativité.

Le nombre de grèves, leur durée, la variété des secteurs ouvriers en lutte, les méthodes utilisées (occupations d'usines, séquestration des patrons...) montrent que les travailleurs n'ont pas oublié les principaux acquis de mai 68 et témoignent même parfois d'une maturité supérieure ; ils remettent en cause les rapports de production capitalistes et l'organisation du travail qu'ils impliquent. Les travailleurs ne luttent pas seulement pour de meilleurs salaires, ils contestent les systèmes de rémunération, les salaires liés au rendement, les études de postes, la hiérarchisation et la complexité extrême des grilles de salaires dont le but est de diviser les travailleurs.

3) Mais, en dépit de leur nombre et de leur diversité, les grèves actuelles restent le plus souvent limitées dans un cadre catégoriel et ne débouchent pas sur une généralisation (même à l'échelle d'une Fédération) susceptible de leur donner une issue victorieuse.

Ceci est en partie dû au fait qu'en l'absence d'une stratégie révolutionnaire et de perspectives politiques claires, les travailleurs tendent à se battre sur des objectifs sectoriels apparemment plus à même d'être satisfaits.

Mais à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, le pouvoir de ces monopoles est omniprésent et charpente l'ensemble de la société. Toute grève, même sectorielle se heurte au pouvoir bourgeois et débouche vite sur un affrontement avec l'Etat lui-même. Il en résulte une politisation inévitable des luttes et une radicalisation croissante des travailleurs. Celle-ci permet de moins en moins aux bureaucrates réformistes, dont la marge de manœuvre est limitée, de canaliser les grèves et les rend moins aptes à contrôler leurs troupes.

4) Le gouvernement a compris la situation délicate dans laquelle se trouvent les bureaucraties syndicales et leur vulnérabilité ; c'est pourquoi il mène une politique double : d'intégration et de répression.

a) Il déclenche une offensive intégrationniste de grande envergure marquée par ce qu'il appelle la « politique contractuelle » (contrats de progrès à l'EDF, à la SNCF, accords sur les catégories C et D, tentatives d'actionnariat ouvrier...). Il s'agit pour la